

Charles Akande, rédacteur

Survole des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : « Encore la même chose »

« Encore la même chose » pourrait être la bonne façon de résumer le résultat de la réunion consacrée au bilan de cette semaine. Personne ne devrait se surprendre des conclusions de M. Lamy et du plan qu'il propose pour aller de l'avant avec le Programme de Doha pour le développement. La réunion des hauts fonctionnaires de cette semaine n'a fait que confirmer ce que savaient déjà la plupart des observateurs, en l'occurrence que personne n'est prêt à baisser les bras et faire une pause dans les négociations. Au contraire, on a appelé les membres à s'acquitter de leurs tâches respectives au cours des prochains mois et de combler les écarts restants afin de parvenir finalement à un accord pour le Cycle de Doha vieux de neuf ans.

Après avoir reconnu sobrement que les négociations devaient fournir une meilleure traction pour contribuer à amener le Cycle de Doha à la ligne d'arrivée, le nouveau « cocktail » du directeur général, M. Pascal Lamy, n'a guère apporté de changements profonds dans la façon dont les négociations ont été entreprises au cours des quelques derniers mois. En fait, si ce n'est du fait que ce nouveau processus relie tous les secteurs dans le cadre d'une négociation horizontale qui, pourrait-on prétendre facilement, était la tâche qui avait été confiée aux hauts fonctionnaires, il n'y a pour ainsi dire rien de différent par rapport au processus antérieur au bilan, si ce n'est que les États-Unis, par le biais de MM. Michael Punke et Islam Siddiqui (respectivement ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC et négociateur principal en agriculture) devraient être fortement impliqués dans le processus, à présent qu'ils ont été inclus dans les 15 nominations unilatérales du président Obama.

Dévaluation des actions

« Bien des regards sont maintenant tournés vers nous », a déclaré le directeur général de l'OMC aux membres lors de l'ouverture de la réunion consacrée au bilan d'une semaine, qui devait au départ, selon les directives qui avaient été données par les chefs d'État et de gouvernement du G-20 en septembre dernier à Pittsburgh, examiner les progrès réalisés lors des pourparlers et évaluer s'ils peuvent être conclus avant la fin de 2010.

Depuis lors, on a réduit l'ambition, qui consiste désormais simplement à faire rapport des progrès enregistrés jusqu'à présent à déterminer la taille des écarts en souffrance restants dans tous les secteurs de négociation de Doha, ainsi que de la dynamique grâce à laquelle on pourrait les aborder. Ceci n'a surpris personne, car la participation à cette réunion de la fin mars a été lentement ramenée des ministres aux hauts fonctionnaires du Commerce qui, de même que M. Lamy, ont tenu une série de réunions bilatérales et en petits groupes pendant la semaine afin de trouver, au moyen de séances de remue-ménages, des moyens de remettre le Cycle de Doha sur les rails.

Le bilan a commencé par une réunion du Comité des négociations commerciales (CNC), au cours de laquelle M. Lamy a demandé à chaque président de groupe de négociation de présenter une vue d'ensemble de leurs consultations, afin de donner aux hauts fonctionnaires « une base transparente pour poursuivre la réflexion sur les prochains jours ».

Le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a fait rapport de ses consultations sur des questions qui sont « entre crochets ou autrement annotées » dans le texte de décembre 2008 sur le projet de modalités, ainsi que du travail entrepris sur les modèles. Pour le moment, a-t-il déclaré, les membres n'ont pas encore été en mesure de résoudre les questions sur le fond. Ils ont cependant envisagé quel travail a été utile jusqu'à présent pour cerner les questions en prévision du moment où la décision pourrait enfin être prise.

Outre les prétendus progrès réalisés à l'égard des modèles et certaines avancées dans l'activité continue consistant à clarifier de quelle façon le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) fonctionnera, il n'y a effectivement eu « aucun changement dans les négociations sur l'agriculture de Doha depuis juillet 2008 », a admis M. Walker.

Cette conclusion pourrait s'appliquer à pour ainsi dire tous les secteurs en cours de négociation. Dans le cadre de l'AMNA, le président, l'ambassadeur de Suisse M. Luzius Wasescha, a signalé que les consultations et les réunions bilatérales au sujet de deux ou davantage de questions litigieuses, en l'occurrence les négociations sectorielles et les flexibilités par cas pour l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Venezuela, n'ont pas enregistré de progrès. On peut également tirer la même conclusion à l'égard des consultations sur les Services, à propos desquelles le président, M. Fernando de Mateo, a prétendu que l'on a réalisé peu de progrès ou aucun progrès considérable depuis juillet 2008. Dans le cas des Règles, les membres sont encore profondément divisés sur une série de questions, notamment la « remise à zéro », c.-à-d. la méthode contestée utilisée par les États-Unis pour calculer les droits antidumping pour les produits étrangers.

L'état de la situation affiché par les présidents des groupes de négociation a débouché sur la conclusion manifeste que les membres ne se sont pas rapprochés d'un accord sur les modalités depuis l'échec de la ministérielle de juillet 2008. « Il est peu probable que nous parvenions au type d'engagement qui pourrait amener les participants à négocier des compromis sur ces questions tant que l'orientation générale du Cycle ne deviendra pas plus claire », a résumé le président des négociations sur les services, M. Fernando de Mateo.

Changement du mode de négociation

Comme chaque président de groupes de négociation a désormais fourni la « topographie » de son secteur de négociation respectif, le tableau global est quelque peu plus reluisant : « Nous disposons à présent d'un catalogue clair des lacunes », a déclaré M. Lamy en clôturant la réunion des hauts fonctionnaires d'une semaine. Il a prétendu que les consultations qu'il a tenues pendant la semaine ont été « lucides », et bien qu'il sente que beaucoup de frustration émane des membres, il existe « la volonté de commencer à assembler toutes les ficelles des négociations afin d'arriver à un paquet global », a-t-il ajouté avant de décrire une « nouvelle » approche des négociations pour les prochains mois, qui fusionnera les processus politiques et techniques afin d'identifier les secteurs dans lesquels d'éventuels compromis pourraient être dégagés.

En un mot comme en cent, M. Lamy a proposé une « approche cocktail » qui mélangera trois processus devant être abordés simultanément :

1. Un processus dirigé par les présidents afin de continuer de réduire les différences techniques sur la base du texte sur le projet de modalités de décembre 2008. Dans ce contexte, le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, consultera les membres afin d'élaborer un nouveau calendrier de travail qui comprendra des consultations sur des questions telles que les produits sensibles, le MSS, le plafond tarifaire et les produits tropicaux et les préférences.
2. Un processus dirigé par M. Lamy, qui sera mené tout au long des réunions du CNC afin de garantir la transparence et l'inclusivité.
3. Permettre des réunions bilatérales (notamment les réunions entre les États-Unis et les pays en développement émergents) et des réunions horizontales en petits groupes, afin de déterminer où d'éventuels compromis pourraient être consentis dans tous les sujets en cours de négociation.

M. Lamy n'a pas donné de détails quant aux pays qui seront impliqués dans les réunions horizontales en petits groupes, dont l'objet consistera à déterminer et à faciliter d'éventuelles options pour des compromis fondés sur le tableau d'ensemble des négociations, ni sur la façon dont elles auront lieu.

Bien que la plupart des observateurs pensent que cette activité impliquera probablement le Groupe des Sept (États-Unis, UE, Brésil, Inde, Chine, Australie, Japon), il reste à voir si ce groupe sera élargi afin d'inclure d'autres acteurs clés. M. Lamy s'est contenté de dire qu'il consultera les membres à Genève et dans les capitales afin d'« examiner l'étape horizontale des négociations ».

Vers une autre conférence ministérielle en juillet?

Les membres ont accepté de s'abstenir d'établir de nouveaux délais. Par conséquent, on n'a pas mentionné si le délai de 2010 pour conclure les pourparlers était toujours valable, bien qu'il soit manifeste pour la plupart des délégués qu'au cours de la dernière semaine, il est effectivement devenu impossible de combler les fossés restants et de parvenir à un accord pour l'agriculture, l'AMNA et d'autres secteurs en cours de négociation avant la fin de l'année.

Entre-temps, M. Lamy continuera ses consultations bilatérales avec les ministres afin de garder ces derniers impliqués jusqu'au moment où ils seront prêts à s'attaquer de nouveau aux modalités. Il devrait intensifier ses contacts avec les membres lors de diverses réunions ministérielles qui se tiendront au cours des prochains mois, notamment la conférence du Groupe de Cairns à Punta del Este en avril et de l'OCDE à Paris, en mai et juin, celle de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) au Japon et la conférence du G-20 à Toronto, où l'on espère que des progrès considérables seront réalisés d'ici là.

Grâce aux prévisions favorables de volumes des échanges mondiaux en 2010, selon des économistes de l'OMC (une reprise de +9,5 % en 2010 après une contraction de 12,2 % enregistrée l'année dernière), M. Lamy espère que l'amélioration du commerce mondial exercera un effet favorable sur les négociations. « S'il se révèle que les ministres doivent s'engager davantage, ce que bon nombre d'entre vous avez également proposé, nous devons l'évaluer si et quand le moment sera propice », a déclaré M. Lamy à l'ensemble des membres.

Prochains événements

- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 19 avril 2010, Punta del Este (Uruguay)
- Conseil général, 5-6 mai, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Forum de l'OCDE de 2010, 26-27 mai 2010, Paris
- Conférence des ministres du commerce de l'APEC, 5-6 juin 2010, Sapporo
- Forum mondial de l'OCDE sur les échanges, 8-9 juin 2010, Paris
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010, Toronto
- Forum public de l'OMC, 15-17 septembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'Agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-9254



Association des producteurs
laitiers du Canada
Dairy Farmers of Canada



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada